



Observatoire du Transport Sanitaire 2015

kpmg.fr

ÉDITO

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons l'Observatoire du Transport Sanitaire 2015.

Nous avons réalisé, cette année, la 13^e édition de cet observatoire économique relatif à l'évolution de l'activité et des résultats des entreprises de transport sanitaire.

Cet observatoire est un outil principalement à destination des chefs d'entreprise du secteur. Il leur permet de mesurer et d'analyser la performance de leur entreprise et de se comparer. Il permet également à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé de s'informer sur les enjeux et les difficultés réelles rencontrées par ce métier.

Depuis quelques années, le secteur du transport sanitaire, malgré une évolution de son chiffre d'affaires, est confronté à des difficultés croissantes.

Si la consommation en services de transport sanitaire en volume est structurellement portée par le vieillissement de la population et l'évolution de l'organisation hospitalière (restructurations hospitalières, sorties plus précoces, recours accru aux hospitalisations de jour), elle tend toutefois à s'affaiblir.

En effet, en particulier sous la pression de l'assurance maladie, les établissements de santé cherchent à optimiser l'utilisation de leurs moyens, impactant ainsi cette consommation.

Malgré ce ralentissement de la croissance, nous assistons à une amélioration des résultats de ces entreprises. Les gains de productivité effectués, l'effet CICE et le prix du carburant en sont les principales causes.

Une meilleure organisation des transports est incontournable afin de répondre aux attentes des patients (fluidité et qualité du parcours de soins), à la gestion des capacités hospitalières (optimisation des flux de patients) et à l'impératif de gain de productivité des entreprises de transport sanitaire (optimisation des flux de transports, maîtrise des coûts).

Vous trouverez dans cette étude les grandes tendances observées depuis quelques années.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de cet Observatoire du Transport Sanitaire 2015.



Marc Basset
Associé,
Directeur

LES TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES 7

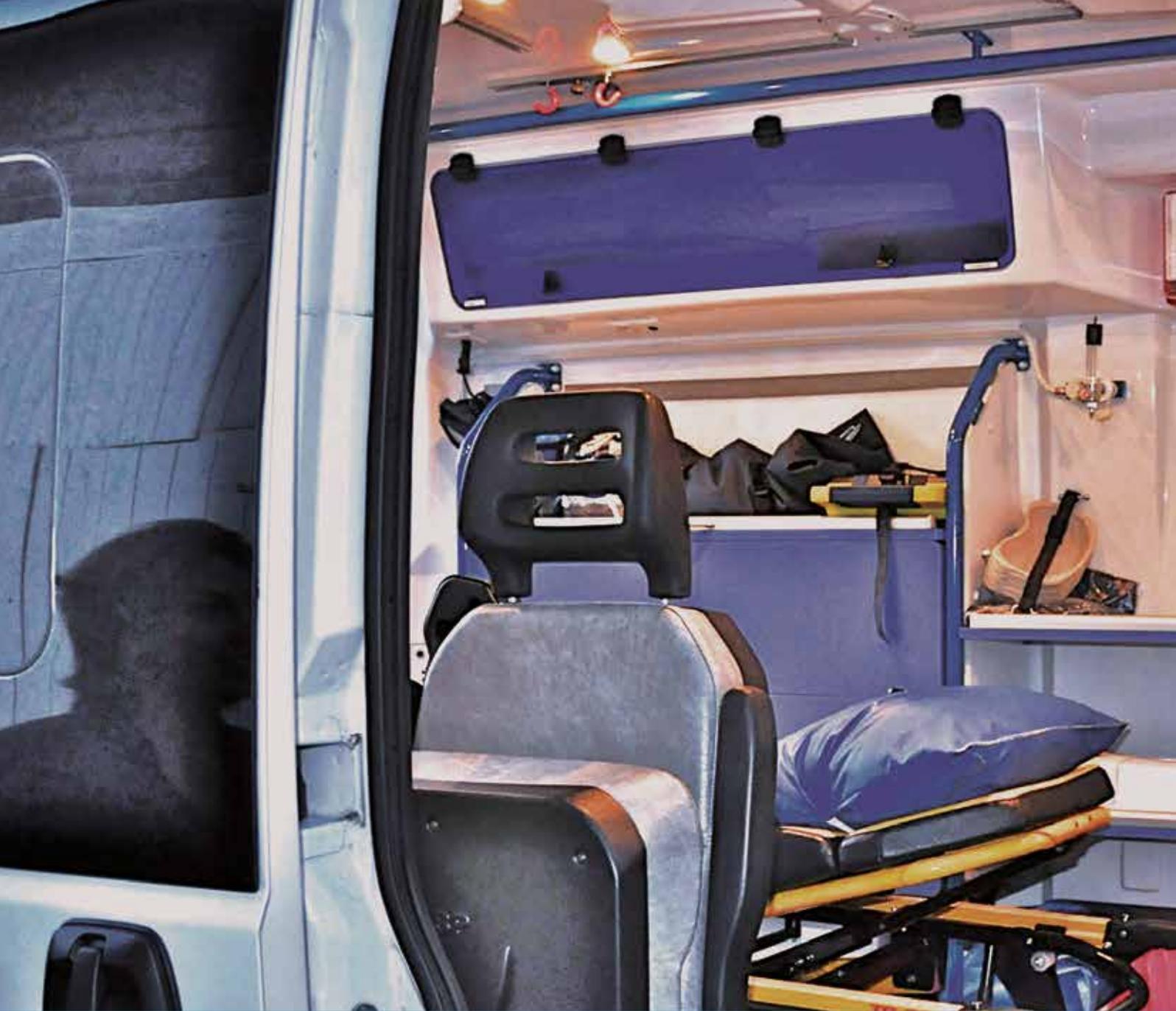
Perspectives du marché	8
Périmètre de l'étude : nombre de sociétés	9
Périmètre de l'étude : chiffre d'affaires en 2014	10
Croissance du chiffre d'affaires par effectif	11
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires	12
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	13
Évolution des frais de carburants	14
Évolution du SMIC	15
Taux de résultat net	16

AU NIVEAU MICRO-ÉCONOMIQUE : LES PRINCIPAUX RATIOS 19

Méthode d'échantillonnage	20
Croissance du chiffre d'affaires en 2014	21
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires	22
Taux de valeur ajoutée retraitée	23
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	24
Évolution des frais de personnel	25
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	26
Part des frais de personnel dans la valeur ajoutée	27
Bilan économique (crédit-bail non retraité)	28
Bilan économique (crédit-bail retraité)	29
Rentabilité économique : analyse de sa formation	30
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité	31
Rentabilité économique : rotation des capitaux investis	32
Rentabilité économique	33
Gearing : ratio d'endettement	34

ANALYSE QUALITATIVE	37
Méthodologie	38
Périmètre du panel	39
Répartition du chiffres d'affaires par activité	40
Les grandes tendances	41
Compte de résultat agrégé	42
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	43
Frais de personnel / Chiffre d'affaires	44
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	45
Répartition du personnel et nombre de DEA	46
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	47
Focus sur les investissements en véhicules et leur mode de financement	48
CONCLUSION	50

SOMMAIRE





LES TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES

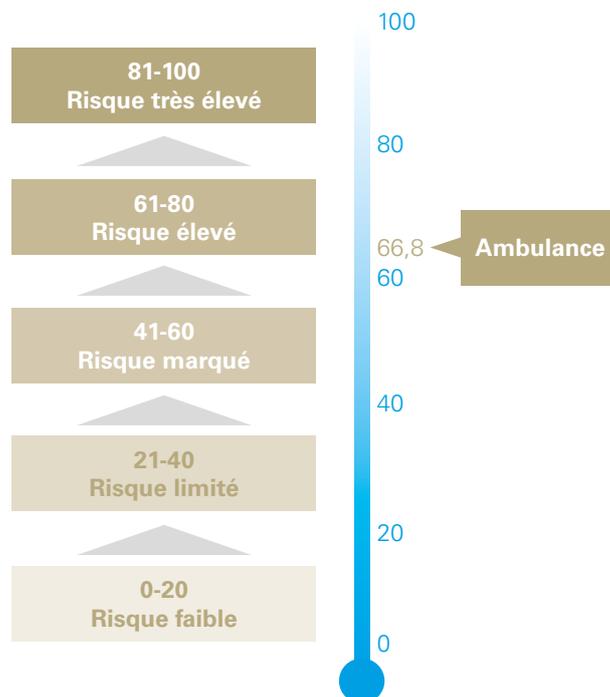


PERSPECTIVES DU MARCHÉ XERFI RISK (SOURCE XERFI)

L'indicateur **Xerfi Risk** synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur et restitue une note correspondant à une probabilité de défaillance.

Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises totales du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs :

- une note comprise entre **0 et 20** signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi-nulle ;
- une note comprise entre **21 et 40** signifie que la probabilité de défaut reste acceptable ;
- une note comprise entre **41 et 60** signifie que la probabilité de défaut est moyenne ;
- une note comprise entre **61 et 80** signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie ;
- une note comprise entre **81 et 100** signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.

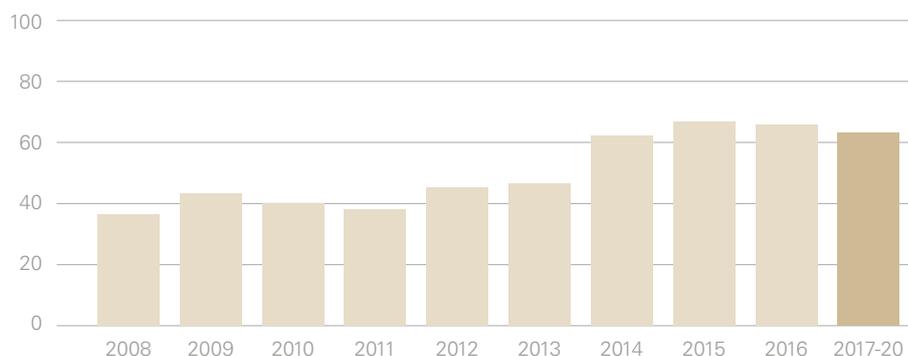


Le secteur présente un risque fort.

L'analyse sectorielle prévoit un risque de 66,8 pour 2015, ce qui représente une dégradation de 4,6 points par rapport à l'année précédente.

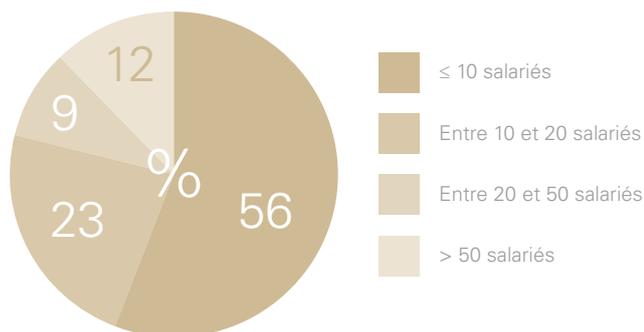
Ces données sont appelées à se maintenir en 2016, car le risque sectoriel se fixera à 66,7.

Ambulances - 8690A



PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : NOMBRE DE SOCIÉTÉS

Nombre de sociétés du panel



L'étude a porté sur l'évolution du secteur du transport sanitaire entre 2012 et 2014.

Le panel a été constitué sur la base de deux critères :

- Code NAF 8690A
- Comptes déposés et disponibles : 2012, 2013, 2014

L'étude porte sur un panel de 642 sociétés publiant leurs comptes.

Les sociétés observées dans ce panel font partie d'un marché constitué de 4 590 sociétés comprenant 5 587 établissements et 55 574 salariés.

Approche nouvelle de l'Étude

1. Les tranches d'effectif retenues sont celles de la base de données Diane en fonction des effectifs déclarés dans les liasses fiscales.
2. Les sociétés appartenant à un groupe ont été affectées à la tranche des plus de 50 salariés quel que soit leur effectif propre.

	Nombre de sociétés du panel	Nombre de sociétés du marché	Pourcentage (%)
≤ 10 salariés	220	2557	55,7
Entre 10 et 20 salariés	174	1074	23,4
Entre 20 et 50 salariés	90	401	8,7
> 50 salariés	158	558	12,2
Total	642	4590	100,0

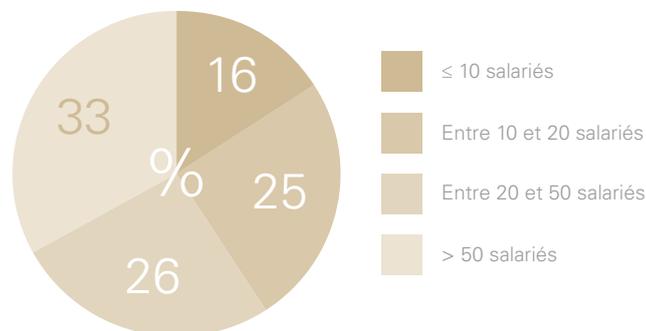
Certaines sociétés de taxis intervenant dans le secteur du transport sanitaire relèvent du code NAF 4932Z.

PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2014

	Chiffre d'affaires cumulé 2014 (en M€)	Pourcentage (%)
≤ 10 salariés	89	15,69
Entre 10 et 20 salariés	140	24,80
Entre 20 et 50 salariés	147	26,02
> 50 salariés	189	33,50
Total	565	100,00

Les 642 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 565 M€ en 2014, soit un chiffre d'affaires moyen de 880 K€ par société.

Répartition du chiffre d'affaires 2014 par typologie de société

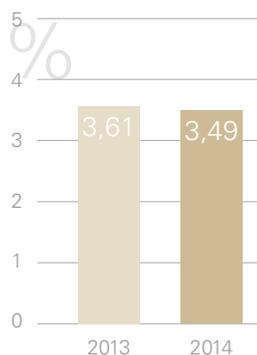


CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR EFFECTIF

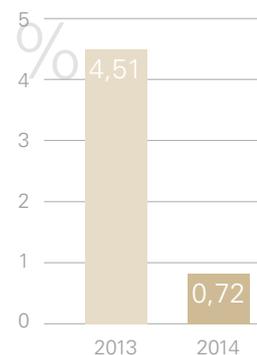
Les évolutions d'une année sur l'autre sont variables selon les tailles :

- les sociétés de moins de 10 salariés connaissent une croissance régulière de 3,61 % entre 2012 et 2013 et de 3,49 % entre 2013 et 2014 ;
- les sociétés de 10 à 20 salariés ont connu une croissance entre 2012 et 2013 de 4,51 % puis de 0,72 % entre 2013 et 2014 ;
- les sociétés de 20 à 50 salariés ont connu une forte croissance entre 2012 et 2013 de 2,92 % puis une croissance à 4,26 % entre 2013 et 2014 ;
- les sociétés de plus de 50 salariés ont connu une croissance de 1,10 % entre 2012 et 2013 contre une croissance plus haute s'établissant à 2,72 % entre 2013 et 2014.

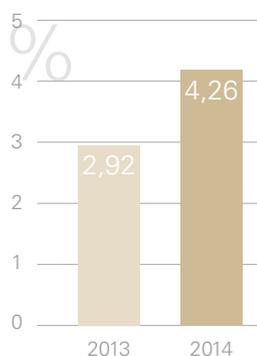
≤ 10 salariés



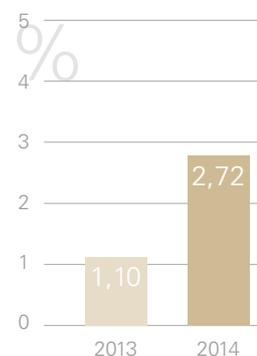
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



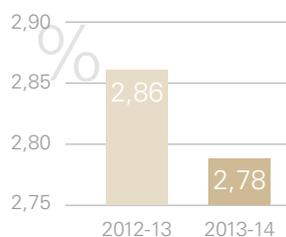
	2013	2014
Moyenne de l'échantillon	2,86%	2,78%

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

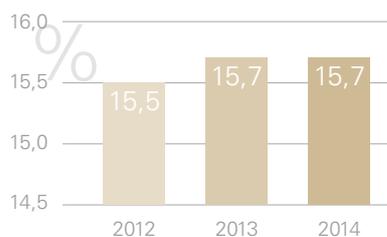
Compte tenu de ce que l'on vient d'observer précédemment, la répartition des sociétés en fonction du chiffre d'affaires reste relativement stable sur les 3 dernières années.

Les sociétés de moins de 10 salariés représentent 15,69 % du chiffre d'affaires. Les sociétés entre 10 et 20 salariés, ainsi que celles de 20 à 50 salariés représentent respectivement 24,80 % et 26,08 % du chiffre d'affaires de la profession, contre 33,50 % pour les sociétés de plus de 50 salariés.

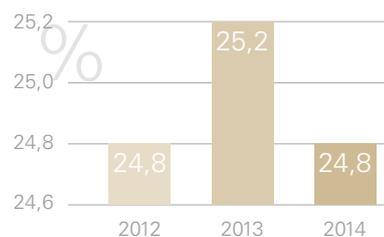
Taux de croissance du chiffre d'affaires



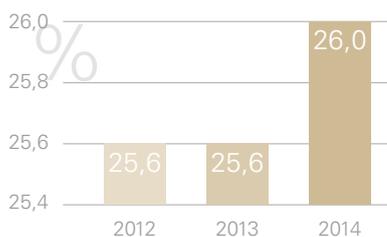
≤ 10 salariés



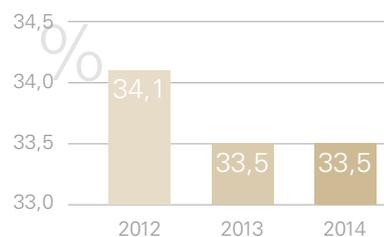
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

La valeur ajoutée créée donne une approche du poids économique d'une entreprise.

La valeur ajoutée augmente en valeur, conséquence de la progression du chiffre d'affaires et de la maîtrise des charges externes.

La contribution du secteur au PIB s'accroît de 3 à 4 % par an.

Valeur Ajoutée (M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	57	60	62
Entre 10 et 20 salariés	91	97	98
Entre 20 et 50 salariés	96	100	104
> 50 salariés	125	128	131
Total du panel	369	384	395

En revanche, le taux de valeur ajoutée reste globalement stable de 2012 à 2014.

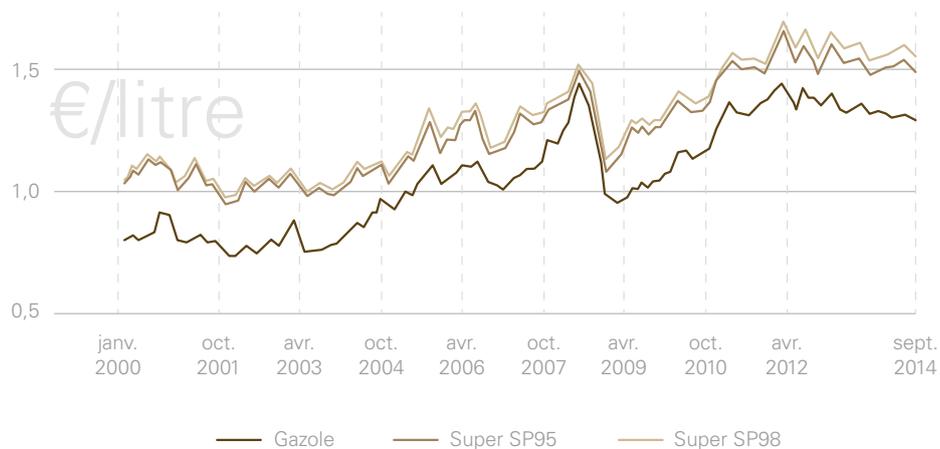
Taux de valeur ajoutée (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	69,05	69,63	69,60
Entre 10 et 20 salariés	68,69	69,76	70,23
Entre 20 et 50 salariés	70,09	70,73	70,90
> 50 salariés	68,50	69,26	69,09
Moyenne de l'échantillon	69,04	69,82	69,93

ÉVOLUTION DES FRAIS DE CARBURANTS

Le schéma ci-contre présente l'évolution du prix à la pompe sur le territoire national du SP95, du SP98 et du gasoil entre 2000 et 2014.

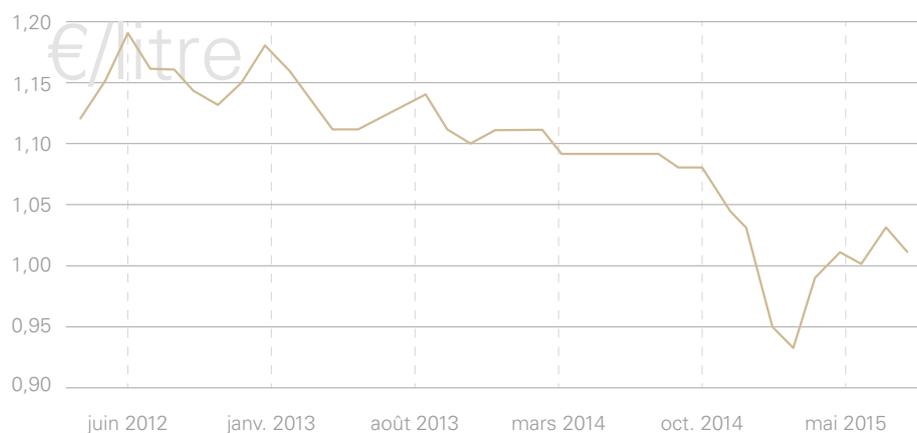
On remarque une baisse du coût du gasoil depuis 2012.

Évolution du prix des carburants (en euro/litre) en France entre janvier 2000 et septembre 2014



Source : Ministère du développement durable

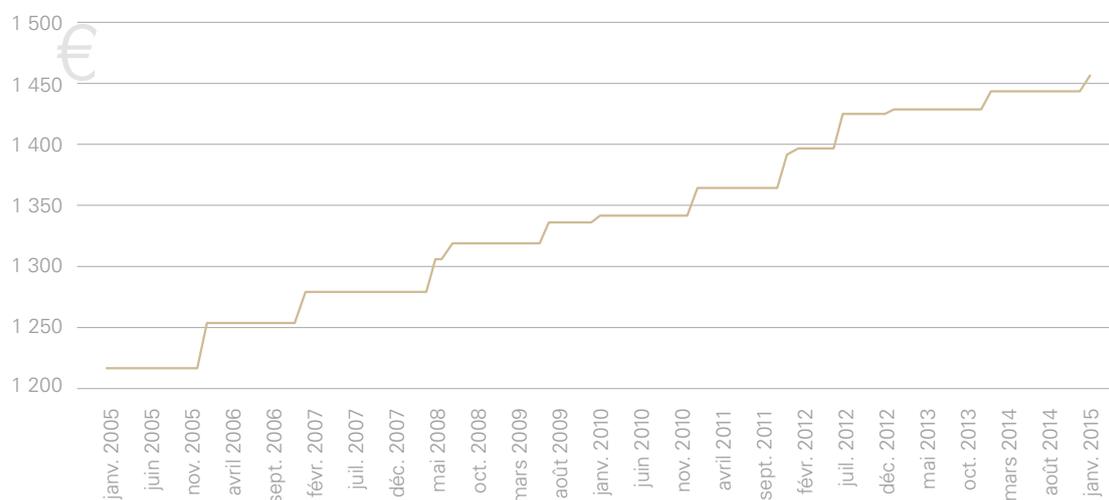
Évolution de la moyenne mensuelle du prix du gasoil à la pompe (en euro/litre)



ÉVOLUTION DU SMIC

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du SMIC mensuel brut entre janvier 2005 et janvier 2015. On remarque une constante augmentation du SMIC au cours de ces dix dernières années.

SMIC mensuel brut (en euros)



TAUX DE RÉSULTAT NET

Le résultat net des entreprises s'est accru depuis 2012.

Résultat net (M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	4,9	5,6	6,9
Entre 10 et 20 salariés	3,8	5,5	7,4
Entre 20 et 50 salariés	3,2	4,2	6,5
> 50 salariés	5,4	7,2	9,6
Total du panel	17,3	22,6	30,4

Le résultat net qui s'élevait à 3,23 % du chiffre d'affaires en 2012, atteint 5,37 % en 2014.

Taux de résultat net (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	5,92	6,43	7,73
Entre 10 et 20 salariés	2,84	4,00	5,29
Entre 20 et 50 salariés	2,35	3,00	4,45
> 50 salariés	2,96	3,93	5,05
Moyenne de l'échantillon	3,23	4,10	5,37



Analyse effectuée sur un échantillon de 100 sociétés



AU NIVEAU MICRO-ÉCONOMIQUE : LES PRINCIPAUX RATIOS

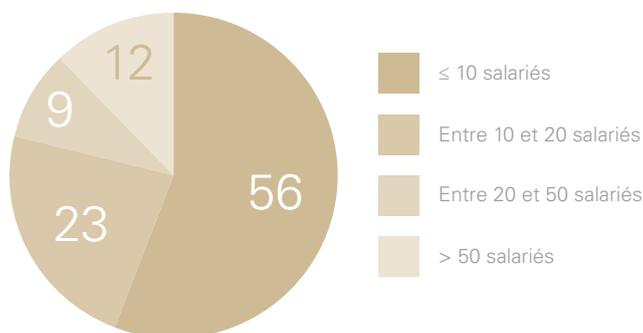
MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons réalisé un échantillonnage par la méthode des quotas.

La méthode des quotas est basée sur la répartition connue d'une population, ici selon l'effectif.

Il s'agit donc de constituer un échantillon de 100 sociétés identiques à la population mère en termes de caractéristiques.

Nombre de sociétés de l'échantillon



CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

L'activité du transport sanitaire continue de progresser depuis 2012.

Répartition du C.A. (M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	21,6	22,4	23,1
Entre 10 et 20 salariés	18,0	19,6	19,3
Entre 20 et 50 salariés	14,4	14,7	15,2
> 50 salariés	13,5	14,2	14,7
Total du panel	67,5	71,0	72,3

Sur notre échantillon, le chiffre d'affaires global a progressé de 5 M€ soit 7,5 % sur la période 2012-2014. La principale augmentation a eu lieu entre 2012 et 2013.

Entre 2013 et 2014, le chiffre d'affaires est resté quasi-stable.

Le chiffre d'affaires moyen par société est de 720 K€.

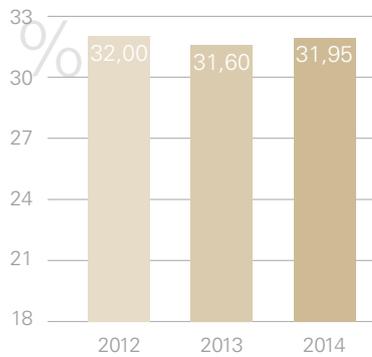


ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

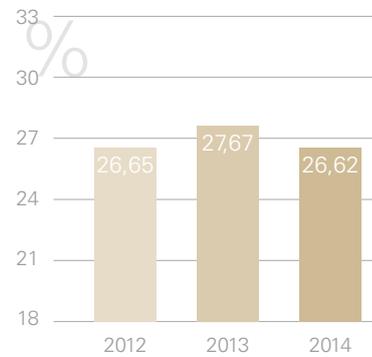
ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

La répartition du chiffre d'affaires reste relativement stable depuis 2012.

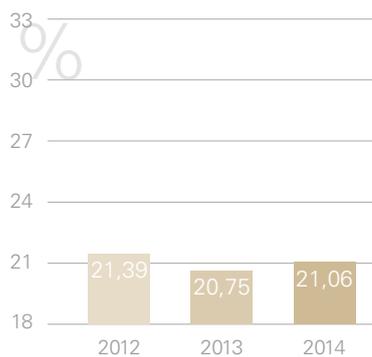
≤ 10 salariés



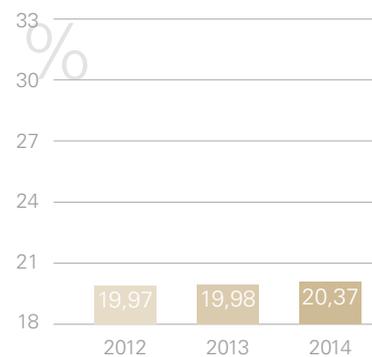
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



TAUX DE VALEUR AJOUTÉE RETRAITÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail (3,30 % du chiffre d'affaires pour 2012 et 2013, 3,75 % du chiffre d'affaires pour 2014) et des prestations de holding (5,50 % du chiffre d'affaires).

La valeur ajoutée augmente en valeur : +8,3 % entre 2012 et 2014 sous l'effet conjugué de la croissance de l'activité et de la baisse du prix du carburant.

Le taux de valeur ajoutée reste globalement stable de 2012 à 2014 autour de 78-79 %.

Valeur ajoutée retraitée (en M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	17,0	17,7	18,3
Entre 10 et 20 salariés	14,1	15,7	15,5
Entre 20 et 50 salariés	11,3	11,4	11,9
> 50 salariés	10,4	11,1	11,6
Total du panel	52,8	55,9	57,2

Taux de valeur ajoutée (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	78,50	78,75	79,12
Entre 10 et 20 salariés	78,51	80,03	80,32
Entre 20 et 50 salariés	78,40	77,31	77,95
> 50 salariés	77,45	78,34	78,59
Moyenne de l'échantillon	78,27	78,72	79,09

PART DE L'EBE (RETRAITÉ) DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

EXCÉDENT BRUT
D'EXPLOITATION

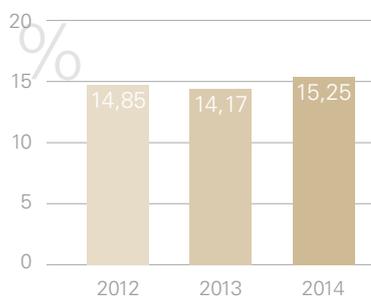
ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

L'EBE a été retraité des charges de crédit-bail (3,30 % du chiffre d'affaires pour 2012 et 2013, 3,75 % du chiffre d'affaires pour 2014).

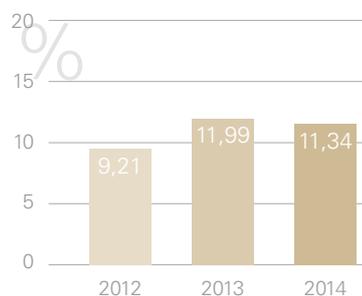
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente entre 2012 et 2014 dans une proportion comparable à celle de la valeur ajoutée. Ceci laisse à considérer que l'évolution des frais de personnel a été maîtrisée.

EBE retraité (en M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	3,21	3,18	3,52
Entre 10 et 20 salariés	1,66	2,35	2,18
Entre 20 et 50 salariés	0,92	0,65	0,77
> 50 salariés	1,08	1,35	1,44
Total du panel	6,87	7,52	7,91

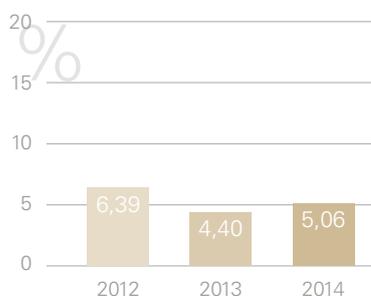
≤ 10 salariés



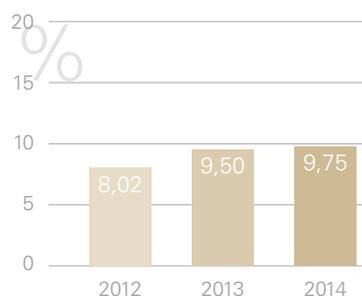
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



	2012	2013	2014
Moyenne de l'échantillon	10,18%	10,61%	10,94%

ÉVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL (RETRAITÉS)

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Les frais de personnel ont été retraités à hauteur de 5,50 % du chiffre d'affaires au titre des prestations holdings. Les prestations holdings comptabilisées en charges externes sont reclassées en frais de personnel.

La charge de personnel augmente de 7,29 % entre 2012 et 2014 passant de 39,8 M€ en 2012 à 42,7 M€ en 2014.

Les salaires bruts hors impact du CICE se sont accrus de 13 % en 2 ans, rapporté au chiffre d'affaires, le ratio est passé de 44 % en 2012 à 46,3 % en 2014.

Le CICE pour la profession peut être estimé à :

- en 2013 : 1,53 % du chiffre d'affaires ;
- en 2014 : 2,36 % du chiffre d'affaires.

Frais de personnel retraités (M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	11,9	12,5	12,8
Entre 10 et 20 salariés	10,8	11,5	11,5
Entre 20 et 50 salariés	8,9	9,2	9,5
> 50 salariés	8,2	8,6	8,9
Total du panel	39,8	41,8	42,7

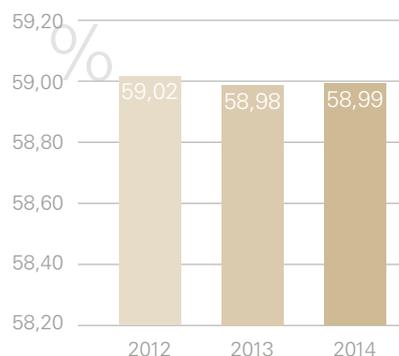
PART DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

La part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires reste globalement stable de 2012 à 2014, passant de 59,02 % à 58,99 % en 2014.

Quote part des frais de personnel dans le C.A. (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	55,14	55,96	55,27
Entre 10 et 20 salariés	60,03	58,63	59,52
Entre 20 et 50 salariés	61,69	62,63	62,47
> 50 salariés	61,01	60,42	60,53
Moyenne de l'échantillon	59,02	58,98	58,99

Moyenne de l'échantillon

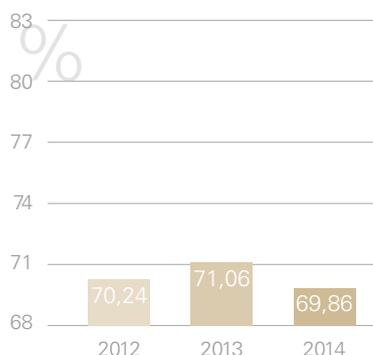


PART DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LA VALEUR AJOUTÉE

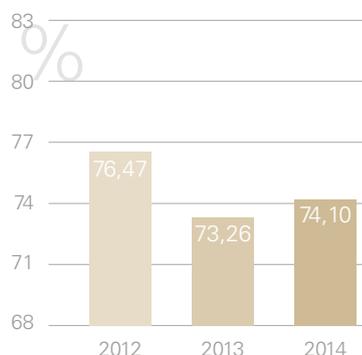
ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Les frais de personnel représentent 74,59 % de la valeur ajoutée en 2014 contre 75,40 % en 2012.

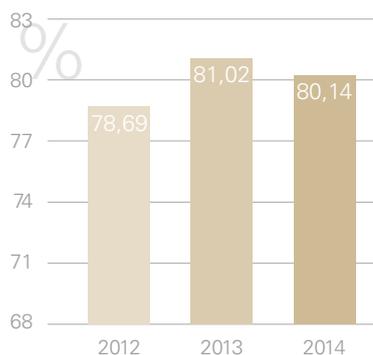
≤ 10 salariés



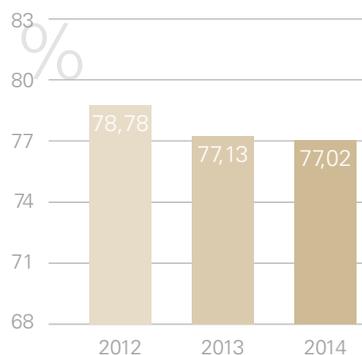
Entre 10 et 20 salariés



Entre 20 et 50 salariés



> 50 salariés



	2012	2013	2014
Frais de personnel / Valeur ajoutée	75,40%	74,91%	74,59%

BILAN ÉCONOMIQUE*

(CRÉDIT-BAIL NON RETRAITÉ)

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Total des capitaux investis (%)	2012	2013	2014
Actif Immobilisé	99,32	98,39	93,43
Besoin en fonds de roulement	0,68	1,61	6,57
Total des capitaux investis	100,00	100,00	100,00

Total des financements (%)	2012	2013	2014
Fonds propres	69,03	72,56	73,30
Dettes financières nettes	30,97	27,44	26,70
Total des financements	100,00	100,00	100,00

* Situation financière

BILAN ÉCONOMIQUE*

(CRÉDIT-BAIL RETRAITÉ)

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Dans ce bilan économique, les biens pris en crédit-bail ont été retraités comme des biens en pleine propriété faisant donc partie de l'actif immobilisé.

La valeur de ces biens en crédit-bail a été retenue pour 12 % du chiffre d'affaires. Cette valeur correspond à :

- une répartition du chiffre d'affaires pour 2/3 ambulances et 1/3 VSL ;
- une répartition des financements effectués au cours des dernières années pour 50 % en crédit-bail et en location financière ;
- un prix moyen ambulance de 60 K€ TTC ;
- un prix moyen VSL de 18 K€ HT.

L'actif est composé à plus de 95 % par l'actif immobilisé. Le besoin en fonds de roulement consomme peu de trésorerie dans ce secteur d'activité, même s'il s'est accru en 2014.

La dette et les fonds propres financent à parité l'activité.

Total des capitaux investis (%)	2012	2013	2014
Actif Immobilisé	99,53	98,88	95,27
Besoin en fonds de roulement	0,47	1,12	4,73
Total des capitaux investis	100,00	100,00	100,00

Les dettes financières nettes représentent 44 % des financements.

Cette proportion baisse régulièrement depuis 2012.

Total des financements (%)	2012	2013	2014
Fonds propres	51,14	53,64	55,95
Dettes financières nettes	48,86	46,36	44,05
Total des financements	100,00	100,00	100,00

RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ANALYSE DE SA FORMATION

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné.

Elle est la combinaison de deux ratios :

- le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation / Chiffre d'affaires) ;
- la rotation de l'actif économique (chiffre d'affaires réalisé en fonction du capital investi).



RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : L'INDICE DE PROFITABILITÉ

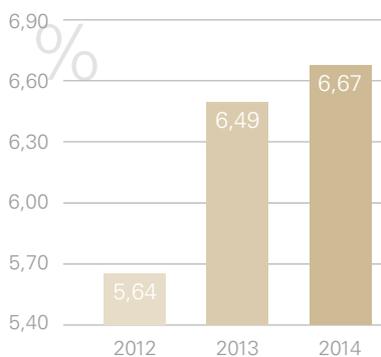
ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Le résultat d'exploitation est retraité des charges financières liées aux charges de crédit-bail.

Ce taux a progressé de 1,03 point depuis 2012 passant de 5,64 % à 6,67 %.

Taux de profitabilité (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	9,25	9,49	9,92
Entre 10 et 20 salariés	5,07	6,92	6,30
Entre 20 et 50 salariés	3,64	3,26	4,11
> 50 salariés	2,77	4,52	4,72
Moyenne de l'échantillon	5,64	6,49	6,67

Moyenne de l'échantillon



RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ROTATION DES CAPITAUX INVESTIS

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Le taux de rotation des actifs diminue entre 2012 et 2014, passant de 2,16 à 1,97 en 2014. Cette diminution s'explique par la nécessaire reprise des investissements pour faire face à l'exigence de renouvellement du parc.

Cela signifie qu'1 € d'investissement est nécessaire pour réaliser 1,97 € de chiffre d'affaires.

Évolution du taux de rotation des capitaux investis retraités (€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	1,91	1,93	1,70
Entre 10 et 20 salariés	1,75	1,77	1,63
Entre 20 et 50 salariés	2,99	2,83	2,56
> 50 salariés	2,83	3,05	2,73
Moyenne de l'échantillon	2,16	2,18	1,97

RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Après une hausse en 2013, la rentabilité économique est en baisse.

Elle a perdu 0,98 point entre 2013 et 2014.

Crédit-bail retraité : rentabilité économique (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	17,69	18,28	16,91
Entre 10 et 20 salariés	8,84	12,26	10,30
Entre 20 et 50 salariés	10,89	9,21	10,52
> 50 salariés	7,84	13,79	12,88
Moyenne de l'échantillon	12,21	14,14	13,16

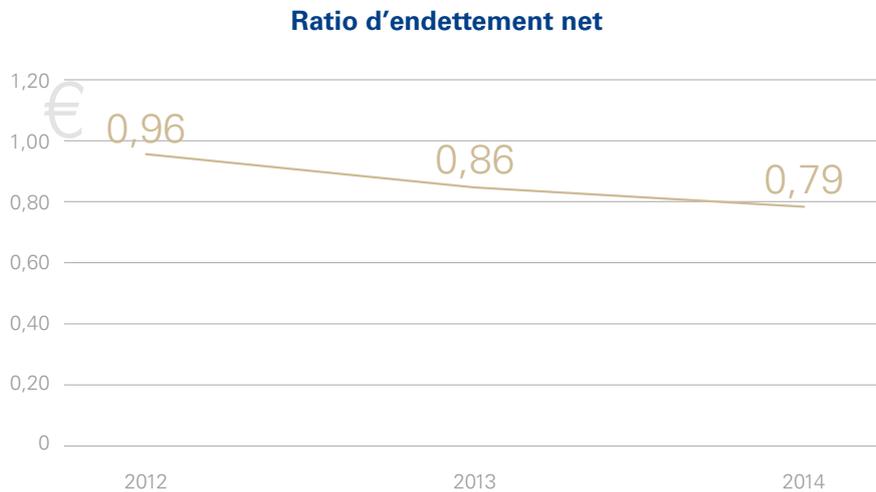
GEARING : RATIO D'ENDETTEMENT

ÉCHANTILLON DE 100 SOCIÉTÉS REPRÉSENTATIVES DU PANEL

Ce ratio permet de mesurer le niveau de la dette par rapport aux fonds propres.

La dette retenue est la dette nette (emprunt - trésorerie excédentaire + crédit-bail et locations financières) des sociétés.

Le ratio (gearing) s'améliore depuis 2012 mais reste à un niveau assez élevé.







Analyse effectuée sur un panel de 66 sociétés pour lesquelles nous avons obtenu l'ensemble des données comptables et d'exploitation



ANALYSE QUALITATIVE

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de l'analyse qualitative, nous avons envoyé un questionnaire à 230 sociétés du secteur du transport sanitaire, 66 questionnaires ont pu être pleinement exploités.

Ces questionnaires nous ont permis de collecter de façon anonyme des données financières mais également non-financières sur les trois dernières années.

Informations financières

- Bilan.
- Compte de résultat.
- Liasse fiscale.

Informations non-financières

- Informations sur le chiffre d'affaires (ambulance [dont garde] ; VSL ; taxi ; autres).
- Informations sur le personnel :
 - répartition des effectifs (direction, personnel administratif, régulation, facturation, personnel roulant) ;
 - nombre de DEA par catégorie socioprofessionnelle.
- Informations sur les investissements de véhicules :
 - nombre de véhicules acquis par type (ambulance, VSL, taxi, autres) ;
 - valeur de l'investissement ;
 - mode de financement.

PÉRIMÈTRE DU PANEL

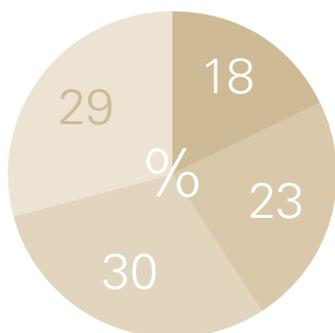
ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

Les 66 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 95 M€ en 2014.

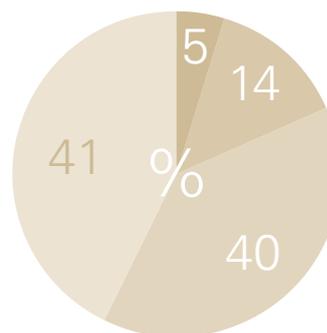
Les entreprises appartenant à un groupe ont été ajoutées à la tranche des plus de 50 salariés, quel que soit leur effectif propre. Ainsi, 41% du chiffre d'affaires est réalisé par les 19 sociétés de plus de 50 salariés.

	Nombre d'entreprises du panel	Chiffre d'affaires en 2014 (K€)
≤ 10 salariés	12	5 159
Entre 10 et 20 salariés	15	12 806
Entre 20 et 50 salariés	20	38 198
> 50 salariés	19	39 069
Total du panel	66	95 232

Composition du panel par typologie de société



Répartition du chiffre d'affaires 2014 par typologie de société

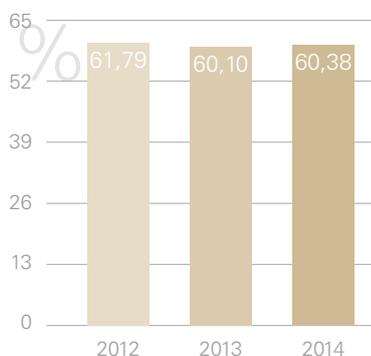


RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

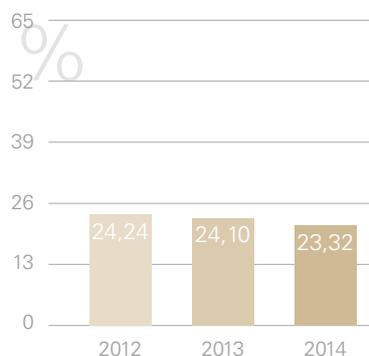
ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

Répartition du C.A. du panel par activité sur 3 ans (K€)	2012		2013		2014	
C.A. Ambulances	54 940	61,79%	56 203	60,10%	57 502	60,38%
C.A. VSL	21 551	24,24%	22 534	24,10%	22 210	23,32%
C.A. Taxi	6 371	7,16%	7 224	7,73%	7 830	8,22%
Autres	6 058	6,81%	7 549	8,07%	7 689	8,07%
Total	88 920		93 510		95 232	

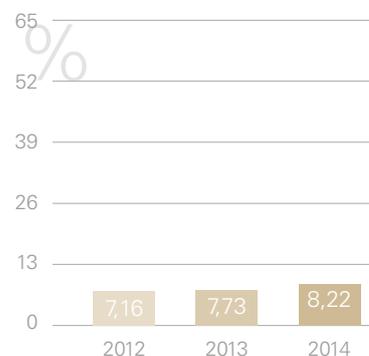
C.A. Ambulances



C.A. VSL



C.A. Taxi



LES GRANDES TENDANCES

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

Grandes tendances (K€)	2012		2013		2014	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
C.A. en K€	88 920		93 510		95 232	
Marchandises	-3 664	-4,12	-3 722	-3,98	-4 498	-4,72
Structure	-8 902	-10,01	-9 417	-10,07	-9 751	-10,24
Véhicules	-13 474	-15,15	-13 823	-14,78	-13 488	-14,16
Masse salariale	-59 901	-67,37	-61 356	-65,61	-62 400	-65,52
Résultat financier	-181	-0,20	-343	-0,37	104	0,11
Résultat exceptionnel	410	0,46	320	0,34	874	0,92
Impôts	-638	-0,72	-782	-0,84	-854	-0,90
Résultat net	2 569	2,89	4 388	4,69	5 219	5,48

Les charges de personnel restent le poste le plus important du compte de résultat.

La part de la masse salariale dans le chiffre d'affaires a diminué grâce au CICE. Le CICE représente 1 854 K€ sur notre échantillon, soit 1,95 % du chiffre d'affaires.

Sans le CICE, la masse salariale aurait représenté 67,47 % du chiffre d'affaires.

Les frais de structure sont maîtrisés, ils s'établissent en légère hausse à 10,2 % du chiffre d'affaires.



COMPTE DE RÉSULTAT AGRÉGÉ

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

	2012		2013		2014	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
C.A. en K€	88 920		93 510		95 232	
Carburant	5 173	5,82	5 115	5,47	4 804	5,05
Coût de l'investissement (DAP, CB, Loc)	5 104	5,74	5 417	5,79	5 432	5,70
Entretien	2 184	2,46	1 981	2,12	2 174	2,28
Autres (assurances, petit équipement)	1 013	1,14	1 310	1,40	1 077	1,13
Total coût des véhicules	13 474	15,15	13 823	14,78	13 488	14,16

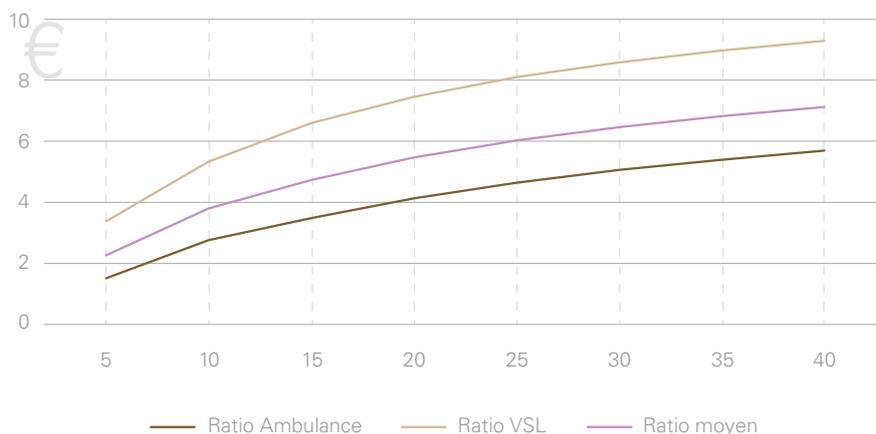
Après une hausse de 2,6 % entre 2012 et 2013, le montant des coûts des véhicules est en baisse depuis 2013 passant de 13 823 K€ à 13 488 K€ en 2014.

Le niveau d'investissement de 2014 est sensiblement identique à celui de 2013. Le niveau d'investissement constaté, même s'il a repris en 2014, ne permet pas de procéder au renouvellement standard du parc, compte tenu de l'utilisation intensive des moyens (durée de renouvellement souhaitable : Ambulance : 4 ans - VSL et Taxis : 3 ans).

La part des coûts de véhicules dans le chiffre d'affaires continue de baisser entre 2013 et 2014 de 0,62 point. La part carburant, avec - 0,77 point l'explique à elle seule.

Le graphique ci-dessous indique le poids estimé du budget carburant dans le chiffre d'affaires pour l'ambulance et le VSL ainsi que la moyenne constatée en fonction du poids respectif des activités dans le chiffre d'affaires global.

Évolution du coût du carburant (en % du C.A.) en fonction du nombre de kms parcourus



TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail et des prestations holding.

La valeur ajoutée ne cesse de croître passant de 69 M€ en 2012 à 74 M€ en 2014.

La valeur ajoutée augmente de 1,7 % entre 2013 et 2014.

Le taux de valeur ajoutée par rapport au chiffre d'affaires baisse de 0,08 point entre 2013 et 2014.

Valeur ajoutée retraitée (en M€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	3 839	3 896	3 913
Entre 10 et 20 salariés	8 459	8 996	9 462
Entre 20 et 50 salariés	27 960	28 853	29 707
> 50 salariés	28 613	31 226	31 158
Total du panel	68 871	72 971	74 241

Taux de valeur ajoutée (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	76,88	75,85	75,86
Entre 10 et 20 salariés	72,80	73,73	73,89
Entre 20 et 50 salariés	78,01	78,33	77,77
> 50 salariés	78,46	79,38	79,75
Moyenne de l'échantillon	77,45	78,04	77,96

FRAIS DE PERSONNEL / CHIFFRE D'AFFAIRES

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

Le coût du personnel comprend :

- les salaires bruts de l'ensemble du personnel roulant et de structure ;
- les salaires bruts de la direction ;
- les charges sociales et fiscales sur salaires ;
- les taxes sur les salaires ;
- les frais de formation (y compris la taxe) ;
- les frais de déplacements ;
- les frais de personnel refacturés par les sociétés mères auprès des filiales dans le cas des sociétés faisant partie d'un groupe ;
- le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

Les charges de personnel augmentent de 4,17 % entre 2012 et 2014 passant de 59,9 M€ en 2012 à 62,4 M€ en 2014.

Cette évolution résulte des recrutements effectués, de l'augmentation des minima sociaux et des charges sociales.

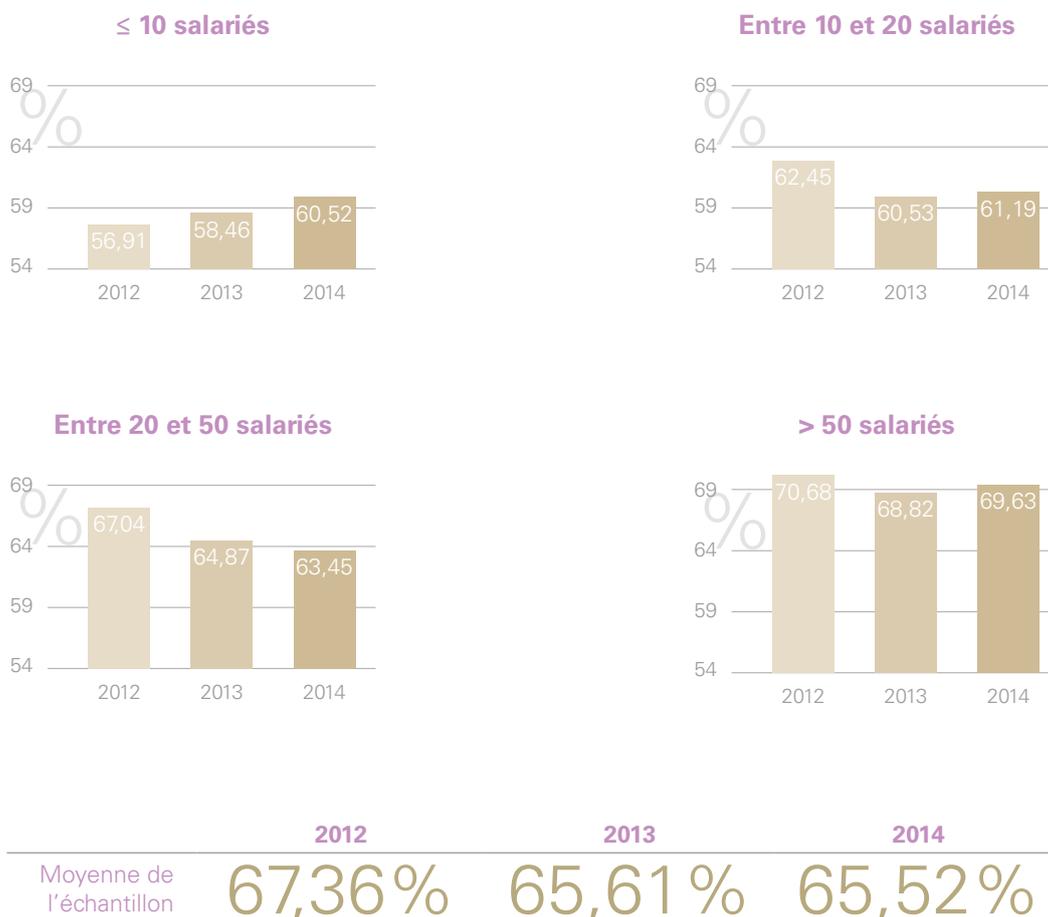
Cet accroissement est nuancé par la mise en place du CICE en 2013 (2,97 % des frais de personnel en 2014).

Frais de personnel retraités (K€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	2 842	3 003	3 122
Entre 10 et 20 salariés	7 257	7 386	7 836
Entre 20 et 50 salariés	24 026	23 895	24 236
> 50 salariés	25 776	27 072	27 205
Total du panel	59 901	61 356	62 400

PART DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

Les frais de personnel représentent 65,52 % du chiffre d'affaires en 2014 contre 65,61 % en 2013, soit une baisse de près d'un point.



RÉPARTITION DU PERSONNEL ET NOMBRE DE DEA

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

	Direction + Administratif	Régulation	Roulant	Total
Nombre de salariés	77	51	714	841
Quote-part du personnel	9,1%	6,0%	84,9%	100,0%
Nombre de DEA	29	22	382	433
Quote-part de DEA	37,2%	43,6%	53,5%	51,4%

Le personnel « roulant » représente 84,9 % des effectifs.

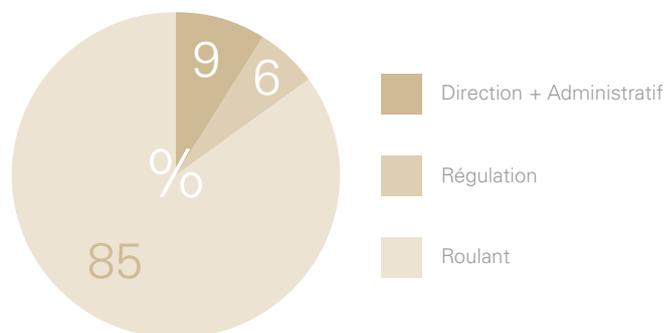
Les salariés titulaires d'un DEA constituent 51,4 % des effectifs globaux des entreprises observées.

Les DEA représentent 53,5 % des personnels roulants.

La quote-part de personnel affectée à la régulation est de 6 % de l'ensemble.

La quote-part de personnel affectée aux tâches administratives est de 9,1 % de l'effectif global.

Répartition du personnel



LA PART DE L'EBE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

ÉCHANTILLON DE 66 SOCIÉTÉS

L'EBE a été retraité des charges de crédit-bail.

La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente de 2,41 points entre 2012 et 2014.

En 2014, l'EBE de l'échantillon total représente 12,46 % du chiffre d'affaires. On observe une forte disparité en fonction de la taille des entreprises.

Les sociétés de plus de 50 salariés ont une part d'EBE dans le chiffre d'affaires plus faible. Ceci est lié à la structure de personnel nécessaire pour gérer cette taille d'entreprise, ces coûts évoluent par paliers.

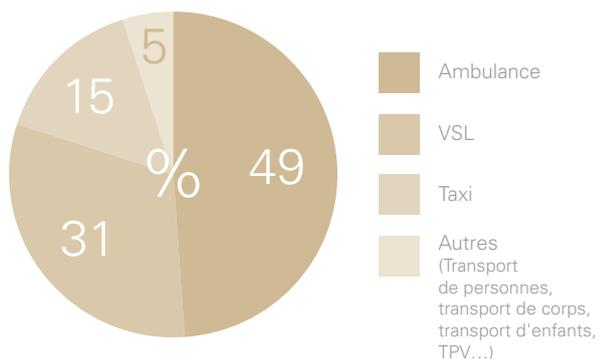
Au sein des entreprises de moins de 10 salariés, on compte des entreprises individuelles dans lesquelles la rémunération du dirigeant n'est pas toujours imputée en frais de personnel.

EBE retraité (en K€)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	943	902	844
Entre 10 et 20 salariés	1 408	1 770	1 841
Entre 20 et 50 salariés	4 055	5 078	5 714
> 50 salariés	2 527	3 749	3 466
Total du panel	8 933	11 498	11 865

Part EBE dans le C.A. (%)	2012	2013	2014
≤ 10 salariés	18,89	17,55	16,35
Entre 10 et 20 salariés	12,12	14,51	14,38
Entre 20 et 50 salariés	11,31	13,78	14,96
> 50 salariés	6,93	9,53	8,87
Moyenne de l'échantillon	10,05	12,30	12,46

FOCUS SUR LES INVESTISSEMENTS EN VÉHICULES ET LEUR MODE DE FINANCEMENT

Types d'investissement



La répartition des investissements tend à démontrer un sous-investissement sur l'activité ambulancière.

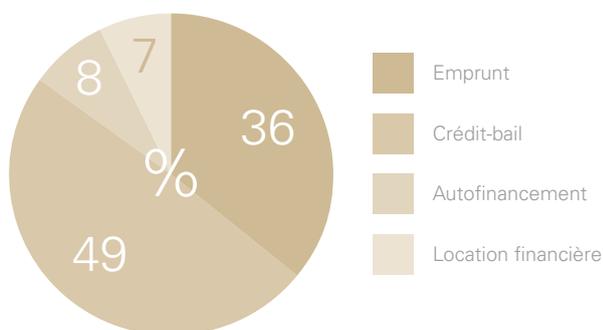
Il est important de constater que les dossiers de financement paraissent plus difficiles à faire accepter par les établissements bancaires.

Le niveau d'EBE dégagé (12 % du chiffre d'affaires) permettrait juste de faire face à un renouvellement standard des investissements et au coût financier lié.

Les investissements représentent 8,42 % du chiffre d'affaires.

Le coût du carburant, en baisse de 0,77 point, explique à lui seul la baisse du coût du parc de véhicules.

Mode de financement



Cet observatoire 2015 met en avant les efforts consentis par les entreprises du secteur pour mieux gérer leur activité. Il met également en relief le fort impact du CICE qui permet d'endiguer la baisse inéluctable des résultats qui était constatée depuis de nombreuses années.

À RETENIR PRINCIPALEMENT POUR CETTE ANNÉE 2014

UNE CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE +2,78 % ENTRE 2013 ET 2014

Cette augmentation est liée à l'augmentation du volume global des activités en Ambulances et VSL et au mix de l'évolution des tarifs et des volumes pour l'activité Taxis.

UN TAUX DE VALEUR AJOUTÉE RETRAITÉE QUI PROGRESSE LÉGÈREMENT À HAUTEUR DE 79,09 %

La baisse du coût du carburant et la maîtrise des charges externes en sont les principaux facteurs.

UNE AUGMENTATION DES FRAIS DE PERSONNEL EN VALEUR DE +7,29 % ENTRE 2012 ET 2014

Cette croissance est limitée quand on considère la part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires, compte tenu de l'impact du CICE. Celui-ci représente en effet 2,36 % du chiffre d'affaires en 2014.

En conséquence, la part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente de 0,76 point entre 2012 et 2014. Il passe de 10,18 % en 2012 à 10,94 % en 2014. Un ratio de 15 % permettrait d'investir dans un outil de travail plus performant et en conformité avec les exigences des donneurs d'ordre. Il permettrait également de rémunérer normalement le capital investi.

UN TAUX DE RÉSULTAT NET SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES QUI AUGMENTE DE 2,14% ENTRE 2012 ET 2014

Cette tendance résulte de la croissance du chiffre d'affaires, de la maîtrise des charges externes, d'une progression des frais de personnel contenue par le CICE, et d'un coût d'investissement en dessous des standards.

Il est à noter que l'on observe l'émergence d'une notion de taille critique au sein de ce secteur. En effet, depuis quelques années, la rentabilité économique des entreprises de plus de 50 personnes dépasse celle des entreprises de 10 à 50, et justifie a posteriori les opérations de croissance externe réalisées.

UNE SITUATION CÔTÉ INVESTISSEMENT PARADOXALE

D'une part, on observe que la politique de renouvellement du parc reprend un rythme plus important depuis 2012. Cette tendance devrait s'intensifier pour répondre aux attentes des partenaires au sein de la chaîne de soins.

Le coût lié à l'investissement devrait donc en toute logique retrouver un niveau se situant autour de 9% du chiffre d'affaires (contre 5,7% sur les dernières années).

D'autre part, le niveau d'endettement a tendance à diminuer pour atteindre un Gearing de 0,79. Cette baisse n'est pas suffisante car on observe de plus en plus d'entreprises de transport sanitaire éprouvant des difficultés à faire financer le renouvellement de leur parc par les établissements bancaires. Pour réduire significativement ce ratio d'endettement (dettes bancaires/fonds propres), et simultanément faire face aux besoins d'investissement, il convient donc de travailler sur l'augmentation durable du taux de rentabilité, et on peut penser que cet impératif sera de nature à accentuer la concentration au sein de ce secteur.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Contact

Marc Basset

Associé, Directeur

Tél. : +33 (0)1 55 68 20 14

Port. : +33 (0)6 11 71 05 02

E-mail : mbasset@kpmg.fr

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euros. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Tour Eqho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2015 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (KPMG International), une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG, le logo et « cutting through complexity » sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France. Conception - Réalisation : Communication - OLIVER - Septembre 2015.

Crédit photos : Shutterstock et iStock